

Service Risques, Energie, Déchets / Pôle Risques  
Technologiques ICPE  
Saint-Phy  
BP 54  
97102 Basse-terre Cedex

Basse-terre, le 31 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Distillerie BOLOGNE**

Cité Bologne  
97100 Basse-Terre

Références : RED-PRT-IC-2024- 271b  
Code AIOT : 0022100089

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2024 dans l'établissement Distillerie BOLOGNE implanté Cité Bologne 97100 Basse-Terre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Distillerie BOLOGNE
- Cité Bologne 97100 Basse-Terre
- Code AIOT : 0022100089
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOLOGNE est une entreprise familiale depuis 1930.  
Elle possède 5 « volets » d'activités : un volet agricole correspondant à la gestion d'environ 150 ha

de canne, un volet distillerie avec la production de rhum, un volet embouteillage de rhum, un volet vieillissement de rhum et un volet lié au tourisme avec la mise en place de visites guidées et d'une boutique.

L'établissement est autorisé à exploiter des activités de production de rhum agricole relevant de la réglementation des installations classées par un arrêté préfectoral du 25 février 2005 modifié le 15 décembre 2016.

Une commission de suivi de site (CSS) associant à la fois la préfecture, la DEAL Guadeloupe, la mairie de Basse-Terre, l'exploitant de la distillerie BOLOGNE et l'association de riverains SOS BASSE-TERRE ENVIRONNEMENT et les riverains de la Cité Bologne a été créée par l'arrêté préfectoral du 21 mai 2019 suite aux nombreuses plaintes reçues concernant les activités de la distillerie.

Cette commission a pour objectif de faire un bilan annuel des actions menées par la distillerie et d'apaiser les relations entre l'association susvisée et l'exploitant. La dernière CSS s'est tenue le 09 décembre 2020

Il est à noter qu'aucune plainte n'a été reçue depuis 2019.

Administrativement, un arrêté d'astreinte journalière a été établi le 22 janvier 2016 suite aux non-respects des mises en demeures du 22 septembre 2011 et 19 juillet 2013 relatives aux dépassements des niveaux de bruits réglementaires en limite de propriété, des valeurs limites d'émissions en CO et COVnm ainsi qu'à la gestion des déchets du site.

Bien que ce dernier point soit levé depuis la précédente inspection du 09 juin 2020, l'astreinte journalière a été liquidée partiellement pour les 2 premières prescriptions par arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte en date du 08 février 2021.

L'inspection du jour a pour objectif de faire un point sur l'avancée de ces sujets ainsi que des non-conformités soulevées lors de la précédente inspection.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Méthanisation – Formation             | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.1.12  | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 4  | Mesure du débit de prélèvement        | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.2.3.4 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 5  | Dispositif de mesure du débit réservé | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.2.3.3 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 6  | Suivi du débit réservé                | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.2.3.4 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle                            | Référence réglementaire                                                               | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 7  | Respect des valeurs limites de bruit         | AP de Mise en Demeure du 22/09/2011, article 1, AP du 25 février 2005, article 20     | Liquidation partielle astreinte                                                                                            | 3 mois                |
| 8  | Respect des valeurs limites d'émission de CO | AP de Mise en Demeure du 19/07/2013, article 1 ; AP du 25 février 2005, article 15.3  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 9  | Épandage                                     | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.2.1                                       | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 10 | Irrigation                                   | Arrêté Ministériel du 18/12/2023, article 1                                           | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 11 | Foudre                                       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 12 | Foudre                                       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 13 | Incendie                                     | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 7.3.2                                       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 14 | Incendie                                     | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 Mise en demeure, respect de prescription | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 15 | Incendie                                     | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 7.4.2                                       | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 16 | Exercice incendie                            | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 7.5.10                                      | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 17 | Déchets                                      | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.6                                       | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 18 | Équipements sous Pression                    | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 68                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 19 | État des stocks                              | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 7.1.2                                       | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 20 | rejet cendre                                 | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.4.5                                       | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|----------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Méthanisation – Contrôle continu       | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.1.14 | Sans objet        |
| 3  | Origine de la ressource et prélèvement | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.2.1  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de l'évolution de la réglementation et des nouvelles VLE applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, sur le sujet des VLE CO et COVnm, l'inspection propose de maintenir l'arrêté de mise en demeure mais de surseoir à la liquidation partielle de l'astreinte journalière dans l'attente de l'amélioration attendue à cette échéance.

Sur le sujet des nuisances sonores, il a de nouveau été constaté que la prescription relative au niveau de bruit de l'établissement n'est toujours pas respectée. Ainsi pour ce sujet l'inspection propose la prise d'un arrêté préfectoral de liquidation partielle de l'astreinte.

Par ailleurs, si les non-conformités constatées en 2020 ont évolué, elles ne sont pour la majorité pas encore levées et font l'objet d'une demande d'action corrective ou justificative dans un délai contraint avant mise en demeure.

Enfin, une nouvelle mise en demeure sera établie au regard de non-conformités importantes persistantes : absence de dispositif et de mesure du débit réservé de la Rivière des Pères, absence de visite périodique des installations foudre et des moyens de lutte incendie ainsi qu'absence d'exercice incendie, et rejet de déchets non conformes (cendres).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Méthanisation – Formation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.1.12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.<br><br>Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications.<br><br>A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.<br><br>Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.<br><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article. |
| <b>Constats :</b><br><br><i>Rappel de l'inspection 2020 : il avait été demandé à l'exploitant de transmettre un planning de formation relatif à la gestion et aux risques du méthaniseur.</i><br><br>L'exploitant indique réaliser les formations auprès des agents en charge de la conduite du méthaniseur. Toutefois cette formation n'est pas formalisée, la périodicité n'est pas spécifiée. Il n'est donc pas possible de savoir si la formation est en adéquation avec les besoins de l'équipement et les risques présents.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Il est attendu de l'exploitant qu'il formalise le contenu et la périodicité de la formation à la conduite et aux risques du méthaniseur. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                    |

## N° 2 : Méthanisation – Contrôle continu

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.1.14                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle continu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>La ligne de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du procédé. Elle est notamment équipée de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.</p> |
| <b>Constats :</b><br><p><i>Rappel de l'inspection 2020 : l'exploitant devait mettre en place lors de la prochaine campagne un contrôle en continu de la température des matières en fermentation et un contrôle continu de la pression du biogaz.</i></p> <p>Lors de l'inspection du jour, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un contrôle continu de la température et de la pression au sein du méthaniseur. Ces éléments sont visibles en direct au poste de commande.</p>                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

## N° 3 : Origine de la ressource et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement en eau

Prescription contrôlée :  
Les prélèvements d'eau non restitués dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau | Code national SANDRE de la masse d'eau | Prélèvement maximal annuel (m³/an) | Débit maximal instantané (l/sec) | Débit maximal horaire (m³/h) | Débit maximal journalier (m³/j) |
|-------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|------------------------------|---------------------------------|
| Eau de surface          | Rivière des Pères                                | FRIR25                                 | 35 100                             | 7,2                              | 26                           | 234                             |
| Réseau public AEP       | Basse-Terre                                      | -                                      | 365                                | -                                | -                            | -                               |

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter la consommation d'eau. L'eau de surface ainsi prélevée est utilisée pour :

- l'imbibition de la canne ;
- la condensation des vapeurs de tête des colonnes de distillation ;
- l'alimentation de la chaudière en eau ;
- les lavages divers.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p><i>Rappel de l'inspection 2020 : en 2020, l'inspection avait constaté pour l'année 2019 un prélèvement dans la rivière des Pères supérieure à la limite autorisée après restitutio.</i></p> <p>Pour l'année 2023, l'exploitant a indiqué sur GEREPA une consommation d'eau (eau prélevée non restituée) d'environ 34 000 m<sup>3</sup>. Il établit ce calcul par l'intermédiaire des consommations d'eau dans ses différents process (ce point fait l'objet du constat suivant).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 4 : Mesure du débit de prélèvement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.2.3.4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvement en eau</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'alimentation finale de la distillerie est réalisée via une conduite munie d'un compteur volumétrique et débit-métrique. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées et des services de police de l'eau.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><i>Rappel de l'inspection 2020 : l'exploitant devait mettre en place un compteur volumétrique et débitmétrique.</i></p> <p>Lors de l'inspection du jour, aucun compteur n'a été constaté au niveau de la conduite d'amenée de l'eau prélevée. Les seuls compteurs existants sont au niveau des différents process du site (imbibition notamment).</p>                                                                                                                     |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il mette en place un système lui permettant de respecter la prescription susvisée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 5 : Dispositif de mesure du débit réservé

|                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.2.3.3</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit réservé</p>                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p>                                                    |

L'exploitant met en place un dispositif de contrôle du débit réservé. Ce dispositif peut être intégré au dispositif de restitution (échancrure, déversoir) ou distinct (bassin de mesure, venturi), mais ne doit pas non plus constituer un obstacle à l'écoulement. Le dispositif peut être constitué par des mesures de débit, de repères visuels, sur des sections accessibles et fiables avec fournitures d'abaques, permettant un contrôle rapide par le permissionnaire et les agents de contrôle

Les exceptions à l'installation de ce dispositif de contrôle devront être justifiées par des difficultés techniques de mise en place entraînant des coûts disproportionnés. Dans ce cas, l'exploitant devra proposer une solution alternative permettant le contrôle du respect du débit réservé.

#### Constats :

*Rappel de l'inspection 2020 : l'inspection avait demandé une procédure écrite relative au contrôle du débit réservé de la rivière des Pères.*

Lors de l'inspection du jour, aucun dispositif de contrôle du débit réservé ni aucune procédure relative au contrôle du débit réservé n'étaient en place au niveau de la rivière des Pères.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un contrôle du débit réservé de la Rivière des Pères. Conformément à l'article susvisé, il est possible de demander une exception à cette obligation sous réserve de justifier par des difficultés techniques et en présentant des solutions alternatives permettant de suivre le débit réservé de ce cours d'eau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 6 : Suivi du débit réservé

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.2.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Débit réservé

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise au moins une fois par an des mesures de débits sur la rivière des Pères, en amont et en aval immédiat de l'ouvrage, en particulier en période d'étiage, afin d'assurer du maintien du débit réservé. Il prend les dispositions nécessaires afin de maintenir le débit minimum biologique (mise en place d'une installation de régulation ou autre dispositif équivalent).

L'exploitant réalise une mesure du débit prélevé sur la rivière au droit de l'ouvrage de prélèvement mensuellement si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j, sinon il est relevé en début et fin de campagne de distillation.

#### Constats :

Lors de l'inspection du jour, l'exploitant a déclaré ne pas réaliser de mesure annuelle du débit de la rivière des Pères en amont et en aval de l'ouvrage de prélèvement.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant qu'il réalise ces mesures annuellement, d'autant plus avec les périodes de sécheresses qui frappent la région guadeloupéenne ces dernières années.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Respect des valeurs limites de bruit**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 22/09/2011, article 1 ; **AP du 25 février 2005, article 20**

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux sonores

**Prescription contrôlée :**

« Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les ZER | Emergence admissible de 7 h à 22 h | Emergence admissible de 22 h à 7 h |
|-----------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| Supérieur à 45 dB (A)                         | 5 dB (A)                           | 3 dB (A)                           |

**Constats :**

*Rappel de l'inspection 2020 : l'exploitant ne respectait pas les niveaux de bruit attendus par la réglementation. Suite à la mise en demeure de 2011, un AP d'astreinte journalière avait été pris le 22/01/2016. Cet arrêté avait été liquidé partiellement pour la période du 1er février 2016 au 09 juin 2020.*

Lors de l'inspection du jour, l'exploitant a transmis un rapport d'étude de bruit de la société SPECTRA n°2021-0033 du 05 août 2022.

Ce rapport indique des non-conformités en limite de site au plus près des habitations au nord de l'exploitation. En effet les installations les plus bruyantes se situent à cet endroit (broyage de la canne, ventilations, etc). Il propose également des traitements acoustiques pour réduire les nuisances, avec notamment le cloisonnement de la zone de broyage, l'encoffrement des ventilateurs et la mise en place de murs acoustiques.

Si l'exploitant a pu chiffrer ces investissements, aucune avancée notable n'a été constaté.

De ce fait, une liquidation partielle de l'astreinte sera proposée pour les années 2021 à la date de l'inspection du jour.

Il est par ailleurs à noter que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2005 sur lequel est fondé l'AP de mise en demeure de 2011 et l'AP d'astreinte de 2016 ont été supprimées et remplacées par les prescriptions de l'Arrêté préfectoral du 15 décembre 2016. Concernant les niveaux de bruit, les niveaux admissibles ainsi que les dépassements en émergence restent les mêmes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est attendu de l'exploitant qu'il fournisse des éléments montrant sa volonté de régler cette non-conformité: devis, planning, etc. En l'absence d'éléments tangibles, une consignation du montant des travaux à réaliser pourrait être proposée.

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
|                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites         |
| <b>Proposition de suites :</b> Liquidation astreintes |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                 |

**N° 8 : Respect des valeurs limites d'émission de CO**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/07/2013, article 1, <b>AP du 25 février 2005, article 15.3</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE CO                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> <i>« Des rabattements de panaches gazeux incommodants pour le voisinage ayant été constatés, l'exploitant fait réaliser une modélisation de la dispersion des rejets atmosphériques de ses installations de combustion (chaudière bagasse, moteur biogaz et installations de secours éventuelles). Les valeurs modélisées sont comparées aux critères de qualité de l'air réglementaires (art. R.221-1 et suivants du code de l'environnement). En cas d'identification de dépassement, les mesures compensatoires adaptées sont proposées. »</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><i>Rappel de l'inspection 2020 : l'exploitation ne respectait pas les valeurs limites d'émission en CO et COVnm attendus par la réglementation. Suite à la mise en demeure de 2013, un AP d'astreinte journalière avait été pris le 22/01/2016. Cet arrêté avait été liquidé partiellement pour la période de la campagne de 2020.</i></p> <p>Il est à noter qu'à la date du jour de l'inspection, un nouvel arrêté préfectoral du 19 août 2022 vient encadrer les émissions atmosphériques du site en abrogeant et remplaçant l'Arrêté Préfectoral précédent. Ce nouvel arrêté préfectoral est pris en application de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 qui fixe les Valeurs Limites d'Emmission (VLE) pour les installations relevant du régime de la déclaration pour la rubrique 2910. Les nouvelles VLE en CO et COVnm seront applicables à l'installation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Par ailleurs, ce nouvel arrêté donne la possibilité à l'exploitant de demander une dérogation à la VLE en CO sous réserve de transmission d'une étude technico-économique justifiant de l'impossibilité d'atteindre la VLE en CO à un coût acceptable pour l'installation.</p> <p>A la date de l'inspection, aucune VLE en CO et COVnm n'était donc applicable à l'installation. Toutefois, de nouvelles VLE seront applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Dès lors la mise en demeure est maintenue mais aucune levée partielle de l'astreinte journalière ne sera proposée.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il indique à l'inspection des installations classées s'il est en mesure de respecter les nouvelles VLE en CO et COVnm au 1<sup>er</sup> janvier 2025 et qu'il transmette, le cas échéant, une étude technico-économique demandant une dérogation aux VLE pour le paramètre CO.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                 |

#### N° 9 : Épandage

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des déchets à épandre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déchets de cendres de bagasse: 1 000 m³/an</li> <li>- déchets (mélange boues anaérobie et vinasses traitées) provenant du méthaniseur: 14 000 m³/an</li> <li>- déchets (mélange boues aérobie et vinasses traitées) provenant du bassin de lagunage: 2 000 m³/an</li> </ul> <p>L'épandage est autorisé sur les parcelles visées en annexe 2 du présent arrêté, dont le plan figure en annexe 3 :</p> |
| <b>Constats :</b><br><p>L'exploitant a transmis en date du 02 février 2023 son plan d'épandage 2022-2026 n°BOL 2021-01.</p> <p>Celui-ci ne concerne que l'épandage des 2 000 m³ de boues annuelles issues du process industriel de la distillerie.</p> <p>Or l'exploitant épand également les cendres issues de la combustion de la bagasse.</p>                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><p>Il est donc attendu de l'exploitant qu'il mette à jour son plan d'épandage avec l'ensemble des déchets qu'il épand.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 10 : Irrigation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/12/2023, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réutilisation des eaux usées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>Les eaux usées ne peuvent pas être utilisées sans traitement.</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables à l'utilisation d'eaux usées traitées pour les usages listés en annexe I. Ces prescriptions visent à garantir la protection de la santé publique, humaine et animale, et de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de la procédure d'autorisation telle que définie à la sous-section 2 de la section VIII</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>du chapitre Ier du titre Ier du livre II du code de l'environnement, le pétitionnaire démontre aux autorités compétentes par la réalisation d'une démarche d'évaluation et de gestion des risques que la qualité des eaux usées traitées est compatible avec les usages souhaités et que les prescriptions proposées sont suffisantes pour maîtriser les risques identifiés.</p> <p>L'utilisation des eaux usées traitées peut être autorisée à condition qu'elle se fasse dans des conditions sanitaires et environnementales permettant de respecter a minima, les exigences de qualité et les prescriptions définies au chapitre Ier.</p> <p>Une surveillance est mise en place, conformément aux dispositions du chapitre II, afin de s'assurer que l'utilisation ne porte pas atteinte notamment à la protection qualitative et quantitative des ressources en eau, à la préservation de la santé des sols et à l'hygiène des denrées alimentaires, ainsi qu'à la sécurité sanitaire des hommes et des animaux.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier en date du 12 août 2020, l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet de Guadeloupe les modifications apportées à son installation de traitement de vinasses.</p> <p>Une partie des vinasses part dans le méthaniseur et l'autre partie directement en floculation et épaissement. L'eau usée qui en résulte est redirigée vers le bassin de lagunage aérobie. Ensuite cette eau traitée est utilisée en irrigation dans les champs entourant le site de production.</p> <p>Cette dernière partie était interdite au moment du dépôt du porter à connaissance.</p> <p>Toutefois, l'arrêté ministériel du 18 décembre 2023 est venu encadrer cette pratique.</p> <p>Il est donc nécessaire aujourd'hui de demander une autorisation pour la réutilisation des eaux usées traitées en irrigation conformément à l'arrêté ministériel susvisé.</p>                                                                                                                                |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette un dossier justifiant que ses eaux usées traitées sont aptes à l'irrigation, conformément à l'arrêté ministériel du 18 décembre 2023.</p> <p>Le formalisme du dossier et les pièces justificatives attendus sont indiqués dans ce même arrêté ministériel.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 11 : Foudre

|                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse du risque Foudre</p>                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'Analyse du Risque Foudre du site date du 10 janvier 2017.</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 09 juin 2023 un porter à connaissance n° 122813/version A relatif au réarrangement des chais existants et à la création d'une nouvelle zone de stockage de rhum.</p> <p>L'ARF devra donc être modifiée pour prendre en compte les différentes évolutions du site depuis 2017.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu la modification de l'analyse du risque foudre au regard des évolutions du site passées et en cours.</p>                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

#### N° 12 : Foudre

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification complète foudre</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière vérification complète foudre n°V10061917 a été réalisé par Foudre Protec en date de 01 août 2018.</p> <p>Depuis 6 ans, aucune vérification n'a été réalisée sur le site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il fasse réaliser une visite foudre annuelle pour l'ensemble de ses installations.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                   |

#### N° 13 : Incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 7.3.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dimensionnement du système de défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis en date du 09 juin 2023 un porter à connaissance n° 122813/version A relatif au réarrangement des chais existants et à la création d'une nouvelle zone de stockage de rhum.<br>Ce porter à connaissance ne comportait pas de note de dimensionnement du système de détection et d'extinction incendie au regard des réarrangements et de la nouvelle zone de stockage.<br>Aucun justificatif n'a été transmis quant à l'adéquation des moyens de secours incendie actuels au regard du projet présenté.<br><br>Toutefois, l'exploitant a présenté le devis de la société DESAUTEL du 07 février 2024 dont l'objectif est de définir les moyens éventuellement nécessaires à ajouter à l'existant afin d'assurer une lutte incendie efficace. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est attendu de l'exploitant qu'il justifie que les moyens de secours incendie actuellement présents sur le site sont suffisants pour gérer le risque incendie au regard de l'évolution du site présentée dans le porter à connaissance n° 122813/version A.<br>La prestation commandée auprès de la société DESAUTEL devra prendre en compte le projet présenté dans porter à connaissance.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

#### N° 14 : Incendie

|                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications moyens de lutte incendie                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.          |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection du jour, l'exploitant a déclaré ne pas avoir mis en place de vérification et de suivi de son système de défense incendie.<br><br>Il a toutefois précisé que ses études incendie étaient en cours de recalibrage. Il a présenté le devis de la société DESAUTEL du 07 février 2024 à l'appui dont l'objectif est de définir les moyens éventuellement nécessaires à ajouter à l'existant afin d'assurer une lutte incendie efficace. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra réaliser cette prestation le plus rapidement possible et devra faire contrôler périodiquement par un organisme habilité ses équipements incendie.                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> ,3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 15 : Incendie

|                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 7.4.2                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Emulseurs                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les différents stocks d'émulseurs font l'objet d'une analyse de contrôle de leur qualité, après tout incident susceptible de les altérer, et au moins une fois par an.          |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a indiqué que les réserves d'émulseurs présentes sur site ne font l'objet d'aucun contrôle de qualité.                                                                           |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra faire réaliser un contrôle de la qualité des émulseurs régulièrement, conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                          |

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                      |

#### N° 16 : Exercice incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 7.5.10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercices Incendies                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Des exercices incendie sont réalisés périodiquement au cours desquels le personnel met en œuvre les différents moyens de secours et effectue les diverses manœuvres nécessaires en cas d'incendie. Certains de ces exercices devront être réalisés en présence des services de secours externes.<br><br>L'exploitant tient à jour un registre des exercices et des conclusions et actions correctives, qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice incendie ces dernières années. Par ailleurs, même si le SDIS est déjà venu sur site, aucun exercice n'a été effectué en leur présence.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est attendu de l'exploitant qu'il mette en place des exercices incendie en lien avec le SDIS.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 17 : Déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.<br><br>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir durant l'inspection son registre déchet et les bordereaux de suivi de déchets sortants de son site.<br><br>Par ailleurs, l'exploitation étant susceptible de générer des déchets dangereux (boues, huiles usagées etc), il est rappelé que l'utilisation de l'application trackdéchets est obligatoire pour la traçabilité de ces déchets dangereux sortants de l'installation.                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                     |
| Il est attendu de l'exploitant qu'il mette en place une traçabilité de ses déchets en créant un registre déchet et en utilisant l'application trackdéchet (pour la traçabilité des déchets dangereux) conformément à l'article R. 541-43 du code de l'environnement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 18 : Équipements sous Pression

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 68                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste ESP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis la liste des équipements sous pressions présent sur le site. Toutefois celle-ci ne mentionne pas, pour chaque équipement, les éléments suivants : le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.                                                                                           |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| L'exploitant doit compléter sa liste des équipements sous pression dus site avec les éléments attendu conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel susmentionné                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 19 : Etat des stocks

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 71.2 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, liste substances dangereuses             |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                 |

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) (a minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement 1272/2008, dit CLP) est tenu à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général de stockage.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

#### Constats :

Lors de l'inspection du jour, l'exploitant fournit le registre recensant l'inventaire de substances et mélanges dangereux présents sur le site.

Toutefois celui-ci ne contient pas l'état des stocks à date.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son registre des substances dangereuses en indiquant les volumes présents sur site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 20 : rejet cendres

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Point de rejet

#### Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

#### Constats :

Lors de l'inspection du jour, il a été constaté le lessivage de cendres issus du traitement des fumées de la chaudière, directement dans le champ bordant le site.

En effet, les cendres sont stockées dans un contenant fermé derrière l'électrofiltre en attente de transfert pour épandage.

Lors de la manutention dans le camion les envoyant à l'épandage, des cendres peuvent être renversées sur le sol et ensuite lessivées depuis le canal d'eau de pluie qui se rejette dans le champ adjacent.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant qu'il remédie à la situation en mettant en place une procédure évitant le lessivage des cendres dans le champ adjacent.

**Type de suites proposées :** Avec suites

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                   |